

charmés d'en pouvoir dire autant. Adieu, mon brave homme, au revoir.

—Bien des excuses, M. le colonel, et bien des remerciements au citoyen premier consul. C'est tout comme feu Sa Majesté Louis XV.

—Oui, oui, à quelque différence près ! dit Napoléon en souriant et en continuant tranquillement sa promenade.

Hélas ! le père Olivier ne jouit pas longtemps du bienfait qui était venu soulager sa vieillesse, car lorsqu'il vint à apprendre, le soir même, que c'était le premier consul en personne qui lui avait donné cet or, qui lui avait promis un habit neuf, qui avait enfin causé avec lui, il éprouva un si vif transport de joie qu'il mourut subitement d'apoplexie foudroyante, en s'écriant :

—Ah ! mon Dieu ! c'était lui.

A Saint-Cloud, un soir du mois d'avril 1804, se trouvant seul avec Joséphine, Napoléon était allé prendre dans la bibliothèque un volume du *Théâtre de Voltaire*, et, tout en se promenant diagonalement dans le petit *salon bleu*, où, de son côté, Joséphine était occupée à *coucher ses oiseaux*, il s'était mis à déclamer quelques vers pris au hasard. Après avoir récité ceux-ci, que notre grand tragique place dans la bouche d'Antoine :

« César, tu vas régner. Voici le jour auguste
Où le peuple romain, pour toi toujours injuste,
Changé par les vertus, va reconnaître en toi
Son vainqueur, son appui, son vengeur et son roi... »

Napoléon, s'arrête, pose le livre sur un meuble, et s'adressant à sa femme, qui, comme on sait, avait toujours manifesté pour les formes monarchiques un goût très-prononcé :

—On peut être empereur d'une république, lui dit-il, mais non pas roi d'une république. Ne sens-tu pas, ma chère amie, combien ces deux termes jurent ensemble ?

Il y avait longtemps déjà que Napoléon avait parlé à sa famille, et à ceux des partisans les plus dévoués à son gouvernement, du titre d'*empereur* comme étant celui qu'il jugeait le plus convenable à la nouvelle souveraineté qu'il voulait fonder en France. Il trouvait que ce n'était pas rétablir tout à fait l'ancien régime, et il s'était appuyé principalement sur ce que ce titre avait été celui que César avait porté.

—Le tribun Curé fut le premier qui, le 30 avril 1804, dans le tribunal assemblé, aborda la grande question, en proposant d'élever le premier consul à la dignité d'empereur. Carnot seul, parmi ses collègues, osa combattre cette motion, préparée de longue main par les courtisans de l'époque consulaire.

Toutefois, ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à rallier la majorité des esprits à l'adoption de cette mesure. Les vieux partisans de la légitimité ne signèrent cette espèce de capitulation qu'à la dernière extrémité. Quand à l'armée, l'échange fut acceptée par elle avec acclamation. Les différents corps de l'Etat furent assemblés et consultés ; le peuple se

montra peut-être plus enthousiaste encore que l'armée elle-même.

Les choses en étaient là, lorsque Napoléon résolut de mettre à profit l'anniversaire du 14 juillet, pour étaler aux yeux des Parisiens toutes les pompes impériales et leur donner un avant-goût de celles qu'il méditait pour le sacre ; mais il changea tellement la cause primitive de cette commémoration toute républicaine, qu'il aurait été impossible de reconnaître en elle l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première fédération. Et puis, Napoléon n'était pas fâché d'effacer peu à peu ces souvenirs, qui commençaient à lui peser, et pour mieux y parvenir, il voulut d'abord que cette solennité eût lieu le 15 et non pas le 14.

—Elle tombera un dimanche, dit-il à cette occasion ; de sorte qu'il n'en résultera aucune perte de temps pour les ouvriers qui voudront y assister.

Ce motif, qui parut très-juste, était encore plus adroit ; car, à vrai dire, il ne s'agissait plus d'honorer les vainqueurs de la Bastille, mais bien les vainqueurs de l'Italie, de la Suisse, de la Hollande, et de faire à chacun d'eux la remise de la croix de la Légion d'Honneur. Cette cérémonie fut magnifique. Tous les militaires présents à Paris y assistèrent. Ce fut dans l'église même de l'hôtel des Invalides qu'elle eut lieu, et les nombreux assistants y semblèrent plus dévôts à l'empereur qu'au Dieu des chrétiens.

Dès le mois de juin précédent, Napoléon, étant à Saint-Cloud, avait réuni en petit comité quelques conseillers d'Etat, parmi lesquels se trouvaient Berlier, Troillard, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Murairé, Cambacérès, etc. etc., pour apprendre d'eux s'il devait, ou non, mander le pape à Paris afin de lui faire légitimer sa nouvelle dignité. Les avis étant partagés, Napoléon trancha la question à sa manière en s'écriant :

—Au fait ! est-ce que la chute des Bourbons est mon ouvrage ? Je n'ai trouvé qu'un trône vacant et la place vacante d'un trône. Ce trône, que je n'ai point renversé, je le relève aujourd'hui. Je le relève pour moi et les miens, c'est vrai ; mais c'est parce qu'il ne serait pas en mon pouvoir de le relever pour tout autre !... Le chef de l'église peut donc venir ici me reconnaître, dans son propre intérêt et dans celui de la France.

Une lettre écrite à peu près dans ce sens fut portée au saint-père à Rome, au mois de septembre suivant, par le général Caffarelli, alors aide de camp de Napoléon. Pie VII, se plaçant au-dessus de toutes les préventions qu'on chercha à élever dans son esprit, et pénétré de cette pensée, que *le grand Bonaparte*, comme il l'appelait habituellement, *avait toujours été dirigé par la Providence*, quitta Rome pour venir lui-même asseoir Napoléon sur le trône de Louis XIV !

